



## **BUSINESS FRANCE ATLANTA À NOUVEAU MENACÉ?**

Le dernier employé de Business France Atlanta vient de quitter ses fonctions. Business France Atlanta est désormais un bureau vide.

Il y a deux ou trois ans, la menace planait de l'élimination de la présence de Business France à Atlanta et nous avons monté une pétition soutenue par notre député d'alors, Frédéric Lefebvre, et par de nombreux sénateurs représentant les Français de l'étranger.

Bien qu'elle n'ait rien eu de personnel, la pétition avait été très mal vécue par la direction de Business France pour les Etats-Unis à New York, laquelle nous assurait qu'aucune décision n'avait été prise en ce sens et que seul des esprits malveillants leur faisaient un procès d'intention.

Or bien justement, le but de la pétition était de faire en sorte que la décision ne soit jamais officiellement prise, car chacun sait qu'une fois qu'elle est prise, il est trop tard.

En bref, la polémique s'était calmée, et Business France avait conservé son antenne d'Atlanta.

A l'heure actuelle, les plus grands concurrents de la France renforcent leur représentation économique dans le Sud-Est des Etats-Unis. J'en veux pour témoin l'effort consenti par l'Allemagne qui ne cesse d'étoffer ses équipes, main dans la main avec ses entreprises exportatrices. Ce n'est donc pas le moment pour la France, dont le déficit commercial ne s'améliore pas, de baisser les bras et d'abandonner le terrain.

Il est vrai que la direction américaine de Business France fait avec ce qu'elle a. Il est difficile de recruter des gens compétents quand les salaires proposés, faute de budget adéquat, sont loin d'être compétitifs. Bercy est toujours plus exigeant d'économies, cela ne facilite pas l'investissement.

J'attire donc l'attention du lecteur sur le fait que, même si «aucune décision n'est prise», la tentation va être forte de réduire la voilure. Atlanta, ayant des bureaux inoccupés, est un parfait candidat au massacre.

J'attire également l'attention de la direction de Business France à New York que la communauté française du Sud-Est va rester vigilante et, si besoin est, réagira à nouveau vigoureusement.

Affaire à suivre.

Dominique Lemoine